

« Agissons maintenant ou votre histoire sera oubliée » 50 ans de lutte pour la mémoire des victimes

Público s'entretient avec les familles de six victimes de la dictature. Des victimes identifiées par des numéros et des noms de famille. Des représailles pour leurs idées et leur attachement à la République. Voici leurs histoires.



Collage de victimes du franquisme. **Public**

- [Inès Garcia Rabade](#)

Madrid -19/11/2025 21:50- Mise à jour 20/11/2025 09:05

Un demi-siècle de démocratie. Quarante-sept ans de période constitutionnelle. Sept des gouvernements les plus progressistes de l'histoire. Et pourtant, **la majorité des victimes de la dictature n'ont toujours pas obtenu justice**. Ni reconnaissance, ni réparation. D'autres l'ont obtenue récemment, ces derniers mois, dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement pour les [cinquante ans de l'Espagne libre](#). Le chemin a été long et difficile. C'est le fruit de décennies de lutte contre l'oubli, **contre l'impunité**, un combat mené par leurs propres familles, soutenu par les associations de mémoire. Aussi, en ce cinquantième anniversaire, il y a beaucoup à célébrer, certes, mais aussi beaucoup à se rappeler, beaucoup à réparer.

Público s'est entretenu avec les familles de six de ces victimes. Des victimes identifiées par des numéros et des noms de famille. Des représailles pour leurs idées, leur militantisme ou leur appartenance au régime républicain. Voici leurs témoignages.

Pétra (1915-1939) et Tomasa Tena Nieto (1906-1939)

« Mes tantes, les deux grandes sœurs de ma mère », explique Tina Merino, présidente de l'Asociación de Familiares del Memorial de Villanueva de la Serena (AFAMEVVA), à Badajoz. L'aînée avait alors 33 ans ; la cadette, seulement 24. « Elle était enceinte », poursuit la militante pour la mémoire. « Personne n'a été accusée de guerre. **Elles ont été directement emprisonnées, où elles ont été enlevées et assassinées en mars 1939** », déplore la nièce des victimes. « Nous supposons qu'elles se trouvent dans le village de Villanueva de la Serena, mais nous n'en avons aucune certitude. »



Petra et Tomasa Tena Nieto, assassinés par la dictature en 1939. **Ils se sont rendus.**

Il n'y avait pas qu'eux. « Son frère Antonio, lieutenant dans l'armée républicaine, travaillait à la fonderie de Badajoz. » **Et le mari de Tomasa, Pedro Antonio** . « Ce dernier a été enrôlé de force à son retour en ville en 1940, et nous pensons qu'il sera également à Villanueva », explique l'historien.

Poursuivez les recherches. « De temps à autre, nous parvenons à rouvrir la mine. En 2016, nous avons pu identifier et remettre les restes de quatre personnes de la ville à leurs familles. En 2022, nous en avons exhumé six autres. L'année dernière, huit. Cette année, au mois de septembre, [nous avons repris les exhumations](#) », explique Merino. Dans une mine où l'on dénombre plus de 300 victimes. Un nombre trop important pour un travail d'identification qui progresse au compte-gouttes, avec peu de soutien institutionnel. « **Ces corps sont la preuve que, pendant la guerre et la dictature, des crimes contre l'humanité ont été commis** . Les retrouver est une tâche urgente », insiste Merino.

Nous espérons qu'en fin de compte, justice sera rendue.

Il a donc décidé d'aller plus loin, **en demandant la mise en examen judiciaire de la fonderie**. « Le 7 novembre, nous avons transmis au parquet de Badajoz les rapports anthropologiques des personnes exhumées, qui contenaient [des preuves de crimes contre l'humanité](#) », explique l'historien. Ces rapports se fondaient sur les impacts de balles, toutes logées dans le corps et le crâne. Ils ont eu l'effet escompté : l'ouverture d'une enquête pour des faits « susceptibles de constituer des crimes d'homicide, de meurtre, de séquestration et/ou de disparition forcée ». C'est un premier pas, affirme Merino. « Nous espérons qu'enfin, justice sera rendue », conclut-il.

Alvaro López Ruiz (1903-1939)

« Mon père, [Julián López Muñoz](#) , était un enfant de la guerre. Il est né le 12 août 1929, fils d'une famille de paysans », se souvient Purificación. Il n'avait que six ans lors du coup d'État de 1936. Lui, ses trois frères et ses parents vivaient à Valdecaballeros, une petite ville du nord de la province de Badajoz. « **C'est de là que vient toute ma famille** », explique sa fille dans un entretien avec *Público la pelle et la pioche*.



Julián López Muñoz, fils d'Álvaro López Ruiz, fusillé le 17 avril 1939.

« Après la guerre, lorsqu'il a tenté de retourner au village, il a été arrêté à un point de contrôle phalangiste », raconte sa petite-fille. C'était le 14 avril 1939. « Ils l'ont emmené dans une prison où il est resté six jours, jusqu'au 17 », poursuit-elle. À ce moment-là, il y avait déjà six prisonniers, dont deux autres membres de la famille : un oncle et un cousin du père de Purificación. Ils ne verraient pas le jour se lever. À la tombée de la nuit, ils ont été transférés en camion aux abords de la ville, dans le secteur d'El Cordel, à la frontière entre Valdecaballeros et Castilblanco. « **Ils les ont fusillés là et jetés dans des tranchées** , sans même prendre la peine de les recouvrir de terre », rapporte sa petite-fille.

Son père, Julián, avait alors 9 ans. « C'étaient des temps difficiles, marqués par la faim et les représailles parce **que la famille était d'origine amérindienne** . Ma grand-mère s'est retrouvée veuve, sans emploi, avec quatre enfants à charge », ajoute Purificación. On n'a jamais retrouvé son corps. Ils n'ont pu ni le pleurer ni lui offrir une sépulture digne. « **C'était une épine dans le pied de mon père** », confie sa petite-fille. Ils ne pouvaient rester les bras croisés. En 2008, père et fille ont entrepris des recherches pour retrouver sa dépouille. « La dernière fois, c'était en 2022. La Junta de Extremadura était avec nous pendant deux ou trois semaines, mais nous n'avons rien trouvé », déplore-t-il.

Le temps passe vite et les membres de la famille meurent

Sans données précises sur leur localisation, avec peu de moyens et sans soutien institutionnel, ils n'ont jamais baissé les bras. « Mon père disait toujours qu'il **donnerait la moitié de sa vie** pour retrouver la dépouille de son père. Il s'est impliqué dans les recherches jusqu'au bout », affirme fièrement Purificación. Elle ne l'a jamais revu. « Il est décédé le 16 juillet dernier, à 95 ans », confirme sa fille. Ni vérité, ni justice, ni réparation. Il n'était pas le seul. « **Le temps presse et les membres des familles disparaissent** . D'abord les fils et les neveux ; maintenant, la génération des petits-enfants », souligne le militant pour la mémoire. « Soit nous agissons maintenant, soit leurs histoires tomberont dans l'oubli », prévient-il. Une tâche qui, précise-t-il, ne peut être déléguée à l'initiative familiale ou aux associations. [Elle requiert une politique d'État](#) .

José Luis Sandamil Penas (1917-1939)

Républicain engagé, intelligent et proche du peuple. C'est ainsi que sa nièce, **María Ángeles Méndez**, . « José Luis était le frère de ma mère », commence-t-elle. Né le 7 février 1917, il était l'aîné de cinq frères. « Après le coup d'État, il s'est engagé comme volontaire le 19 juillet 1936 dans les rangs républicains, afin de défendre la légalité en vigueur », explique sa nièce. Il avait alors 19 ans. « **Il a beaucoup souffert pendant la guerre civile** », raconte María Ángeles. « Elle a perdu ses deux petits frères, âgés de 9 et 10 ans. Ma mère disait toujours qu'elle avait traversé cette épreuve avec douleur. »



José Luis Sandamil Penas, mort au front pendant la guerre civile et enterré dans la Vallée des Morts.

Le 13 janvier 1939, il fut blessé lors de la seconde bataille de Brunete, près de Navalagamella, dans la banlieue de Madrid. « **Il est mort des suites de ses blessures** », déplore sa nièce. Il lui restait moins d'un mois avant d'avoir 22 ans. « Ils l'ont enterré au cimetière militaire de Collado Villalba », poursuit María Ángeles, interrogée par *Público* . C'est ce qui est indiqué sur le certificat que le ministère de la Santé a envoyé à ses parents en février 1939. Jusqu'au début de l'année 2009, ils n'ont jamais osé se rendre sur sa tombe. « Quand nous sommes arrivés », se souvient sa nièce, « **on nous a dit que le cimetière n'existait plus** et que [la dépouille avait été transférée à la Vallée des Morts](#) ». À l'insu de ses proches. Sans leur consentement. « Un enlèvement », conclut María Ángeles.

« À partir de là, nous avons entrepris des recherches pour **retrouver sa dépouille** », ajoute la nièce du défunt. Des courriers ont été adressés à la mairie de Collado Villalba, à la Vallée des Morts, aux Archives nationales d'histoire, à l'archevêché de Castrense... « En 2019, grâce à une émission de radio, j'ai contacté Silvia Navarro Pablo, présidente de l'Association des familles pour l'exhumation des Républicains de la Vallée des Morts. Grâce à sa précieuse collaboration, nous avons trouvé les documents nécessaires et suffisants qui attestent que **son corps a été volé** le 27 mai 1961 et envoyé au monument franquiste », raconte María Ángeles.

J'espère que les années à venir nous apporteront beaucoup de démocratie et beaucoup de paix.

Depuis, il lutte pour récupérer sa dépouille. « Mes grands-parents ne se sont jamais remis de la perte de leur fils. Ils ont passé des années à attendre qu'il frappe à la porte », confie-t-il. Sa mère, décédée en 2013, n'a pas mieux vécu cette perte. « C'est une blessure familiale toujours vive. » Une blessure qui attend encore d'être cicatrisée. « [Qu'ils cessent de se résigner](#) et **qu'ils investissent l'argent dans ce qui est prioritaire** : rendre nos biens à nos enfants », exige María Ángeles. « J'espère que les années à venir nous apporteront harmonie, démocratie et paix », déclare la militante.

Manuel Peña Gobantes (1915-1938)

« Manuel était mon oncle biologique. Le frère aîné de mon père, il avait huit ans quand j'ai commencé à parler », commence Merche. Manuel était cordonnier. Il était membre de la CNT – affirme sa nièce – par idéalisme, pour la défense des droits des travailleurs. Il était au front, mais pas comme soldat. Ils l'ont arrêté à son retour, dès qu'il a posé le pied à Santander. « **Il a été dénoncé par un délégué de la Phalange de Laredo** qui, d'après mon père, y était dévoué », raconte sa nièce à *Público*. Ils l'ont accusé d'être un voyou, d'être armé, d'être impliqué dans un meurtre. « C'étaient les histoires habituelles qu'on invente pour vous arrêter », dit Merche. En janvier 1938, Manuel a été jugé en référé. « Ils l'ont déclaré coupable, bien sûr », commente sa nièce.



Manuel Peña Gobantes, fusillé en mai 1938.

« Un autre de mes oncles, qui avait rejoint les rangs de l'armée franquiste, a enquêté sur les accusations et démontré leur fausseté », raconte Merche. Sa peine a été commuée, mais cela n'a rien changé. En mai 1938, il a finalement été fusillé. Il avait 22 ans. « C'était une injustice, **un meurtre sans aucune justification**. Après un procès grotesque, sans garanties procédurales ni droit à la défense », dénonce sa nièce. 87 ans plus tard, le 4 novembre, le tribunal n° 1 de Castro Urdiales l'a innocenté. Une reconnaissance qui n'aurait pas été possible sans l'avis du Colectivo Memoria de Laredo. « Il a été ajouté à son dossier qu'il s'agissait d'un procès illégal et nul. **Que mon oncle était innocent** », se réjouit Merche. C'est ce que stipule le jugement, auquel *Público* a eu accès. Appeler un chat un chat : un homicide. « Cette reconnaissance est une réparation morale. Toutes les personnes impliquées sont déjà décédées, certes, mais c'est une petite satisfaction personnelle. Plus importante pour moi que pour ma famille », confie la nièce du défunt.

De nombreuses familles portent encore leurs blessures en silence.

Son père l'a vécu de façon traumatisante. « Ma grand-mère était veuve et mes frères et sœurs étaient déjà mariés. Ils se sont retrouvés seuls », explique Merche. « Leur vie était très difficile. On leur a tout pris », critique durement Merche, qui a hérité de son impuissance, de sa douleur. « **Je n'oublierai jamais le jour où mon père m'a montrée du doigt, en pleurs, à l'homme qui les avait dénoncés** », se souvient-elle avec émotion. Il a alors su qu'il devait agir. « On ne peut pas laisser les choses en l'état. Il y a encore tant de familles qui, après cinq décennies de démocratie, pansent leurs plaies en silence », affirme la militante pour la mémoire. « **Les aider à clore ce chapitre douloureux**, à instaurer ce petit climat de paix, est un devoir que nous avons envers elles. »

Alberto González (Plasence, 1950)

Il existe des victimes qui peuvent encore témoigner. C'est le cas d'Alberto, victime de représailles de la dictature, de torture et d'emprisonnement. « Dès mon entrée à Complutense en 1968, je me suis engagé dans le mouvement étudiant », commence-t-il. Également au sein d'un parti de jeunesse de gauche, le Parti travailliste. « Après avoir obtenu ma licence de géographie et d'histoire, je suis retourné en Estrémadure, où je me suis impliqué dans le mouvement syndical et de quartier », explique-t-il à *Público*. Militant de la Junte démocratique et de la Platajunta. Jusqu'en avril 1976. « **J'ai été détenu et torturé pendant 72 heures**, accusé de propagande illégale et d'association illégale », se souvient Alberto. [Certaines de ces tortures ont été enregistrées](#). « Il faut du courage pour surmonter l'humiliation. »



Alberto González, militant antifranquiste, a subi des représailles de la part de la dictature. **Il s'est rendu.**

Il a subi la procédure habituelle : procès devant le tribunal d'ordre public, prison et amende. « Carabanchel était plein, alors ils m'ont laissé à la prison de Plasencia. Un mois plus tard, j'ai été libéré sous caution », raconte le militant antifranquiste. On ne lui a pas facilité la tâche. « **J'ai perdu mon emploi à l'école où j'enseignais et ils m'ont radié des listes de travailleurs temporaires de la région** », déplore-t-il. Jusqu'en 1978, avec l'avènement du régime constitutionnel. « Ce furent des années de persécution et de peur pour moi et ma famille. Comme pour des milliers de jeunes qui se sont opposés à la dictature dans la rue », explique Alberto. « **Il faut se souvenir des horreurs de ces années-là** », ajoute-t-il. Des morts à Vitoria, de l'assassinat des avocats à Atocha et des dizaines de victimes des manifestations. Un souvenir qui, du moins pour lui, est encore vif. Avec une déclaration de reconnaissance et de réparation personnelle du gouvernement. C'est officiel : il était une victime de plus de la dictature.

[Inès Garcia Rabade](#)